

Que faut-il attendre du G20 ?

Alors que l'économie mondiale s'enfonce dans la récession, le G20 doit se réunir à Londres le 2 avril 2009 pour trouver des remèdes à la plus grande crise financière depuis 1929.

Les Etats Unis et les Européens ne semblent pas avoir les mêmes approches pour réformer le système financier international.

Depuis la chute de Lehman Brother en septembre 2008, l'ensemble des banques mondiales se trouve confronté à une baisse considérable de leurs actifs avec en corollaire un manque de fonds propres, indispensables pour réalimenter de façon normale l'économie réelle.

Ce manque de fonds propres, ne permet pas au système bancaire de distribuer des crédits tant aux entreprises qu'aux particuliers.

L'assureur AGI a affiché encore au 4ème trimestre 2008 50 milliards de pertes, soit sur l'ensemble de l'année 2008 ,100 milliards de dollars de pertes, ce qui a coûté au Trésor environ 130 milliards de dollars pour lui éviter une faillite inéluctable.

AIG ne peut pas et ne doit pas faire faillite, car celle-ci aurait des conséquences catastrophiques sur l'économie mondiale.

En effet, cette compagnie assure environ 100 000 entreprises et municipalités etc.

De plus, AIG s'est comporté comme un vulgaire hedge funds en se fourvoyant dans des produits financiers, comme par exemple les crédits default swaps.

Un crédit default est un contrat d'assurance qui est acheté par un investisseur pour se couvrir d'une éventuelle défaillance d'un emprunteur.

AIG percevait des commissions sur ces contrats. En septembre 2008, AIG avait dans son portefeuille environ 350 milliards d'euros de ce type de contrats.

Jusqu'à présent, aucun contrat n'avait pas été honoré, mais

depuis la chute de l'immobilier, les contrats que couvrait AGI se sont effondrés, provoquant la quasi cessation de paiement de ce géant de la finance mondiale.

Les autres géants de la finance américaine sont à genoux, que ce soit les Citigroup, Freddie Mac et Fannie Mae.

Ces institutions ont été mise sous tutelle de l'Etat et vont couter très chers aux contribuables américains.

Pendant de ce temps là, les Etats Unis plongent dans une récession profonde et qui risque de durer plusieurs années. Le PIB a reculé de 6,2% au cours du dernier trimestre et en décembre 2008, 681 000 postes de travail ont été détruits.

En janvier 2009 et février 2009, c'est environ 1,2 millions de personnes qui sont venues s'ajouter aux statistiques dramatiques du chômage aux Etats Unis.

Aux Etats Unis, la situation ne s'est nullement arrangée depuis l'arrivée de Barack Obama . Les solutions américaines se résument à lancer des plans de relance.

Mais malgré les centaines de milliards injectés par les Banques Centrales pour relancer le marché interbancaire, celui continue à rester atone.

Les plans de relance engagés par Bush et Obama n'ont nullement empêché l'effondrement de l'économie américaine. Au contraire l'administration Obama et le secrétaire au Trésor Tim Geithner ne paraissent pas avoir trouvé les solutions qui permettraient de sortir de cette crise sans précédent.

C'est dans ce contexte que la délégation américaine va préparer le sommet du G20.

Le 15 mars 2009, les représentants des pays européens du Groupe du G20 vont se réunir pour se consacrer à la mise en place des plans de relance de l'EU et de la refondation du capitalisme financier en vu du sommet du 2 avril 2009.

Chacun de ces pays à savoir l'Allemagne, la France, Le Royaume Uni et l'Italie voudraient mettre en place des plans de relance coordonnés, mais dans les faits, privilégient des mesures nationales.

La France a été accusée par certains de ses partenaires de prendre des mesures protectionnistes.

Le plan automobile français en est la parfaite illustration, car celui-ci a provoqué des tensions au sein de la Communauté Européenne.

Par ailleurs les Européens de l'Ouest sont également confrontés à la situation préoccupante des pays de l'Europe de l'Est, ce qui n'est pas fait pour faciliter une position commune lors du G20.

L'essentiel des banques de l'Europe centrale est passé sous contrôle des banques de l'Ouest, qui se trouvent elles mêmes en difficulté.

La Banque franco belge DEXIA, qui a été renflouée par l'Etat Français avait une exposition de 13 milliards d'euros aux pays d'Europe de l'Est.

Les banques de l'Ouest touchées par la crise financière rapatrient une partie de leurs capitaux, ce qui pourrait créer une nouvelle division du Continent vingt ans après la chute du mur de Berlin.

En Allemagne, on apprenait que les ventes de détail ont baissé de 0,6% en janvier. Certains économistes estiment qu'une baisse de plus de 3 % de la richesse nationale cette année est possible.

En Espagne, la production industrielle s'est effondrée au rythme inédit de 20,2% sur le premier mois de l'année. L'Espagne paie un lourd tribut à la crise économique, dont les effets se conjuguent à ceux de l'éclatement de la bulle immobilière. Pratiquement tous les indicateurs sont au rouge, notamment le chômage, qui ne cesse d'augmenter à un rythme vertigineux.

La France voudrait que l'Europe apporte des réponses en matière de régulation des marchés financiers.

Il n'est pas sûr que cela soit la préoccupation majeure des américains, face aux menaces qui pèsent actuellement sur la dégradation de leur marché intérieur.

Le FMI envisage à l'échelle mondiale une chute de 5% du commerce mondial et abaisse sa prévision de mondiale pour 2009 à 0,5%.

Ces prévisions prouvent que tous les pays seront touchés de

façon brutale par la récession, ce qui augure mal d'une reprise prochaine de l'économie mondiale.

Ce taux de croissance serait le plus faible depuis la seconde guerre mondiale.

Le FMI s'alarme dans son rapport que « les risques de déflation augmentent dans plusieurs pays avancés », même si dans une note de recherche, il estime que « le résultat le plus probable est qu'une déflation durable sera évitée, comme ce fut le cas en 2002-2003 ».

Sur le plan économique et social, la BCE prévoit pour la zone Euro un PIB entre - 2,2% et -3,2%.

Ces nouvelles prévisions inquiétantes ont été annoncées alors même qu'en France, on apprenait que le chômage a progressé de 7,8% au dernier trimestre 2008. Le gouvernement vient de revoir drastiquement en baisse ses propres prévisions, et de rebâtir un budget 2009 creusant le déficit public à 5,6% du PIB. Cette dérive budgétaire affecte d'ailleurs l'ensemble de l'Union.

La BCE a abaissé son taux directeur à 1,50%, en espérant avec cette décision atténuer quelque peu les ravages que provoque sur le marché du travail la récession.

Les différentes mesures engagées depuis quelques mois par les Pouvoirs Publics n'auront rien fait pour enrayer l'inquiétude des marchés financiers, ce qui pèse énormément sur l'économie réelle.

L'économie réelle ne pourra pas repartir, si la confiance n'est pas retrouvée. C'est ce que semble dire nos Gouvernants. Les pays émergents sont aussi ébranlés par la Crise internationale et subissent un ralentissement prononcé de l'activité.

Plombée par la chute de la demande d'exportations et du financement des exportations, la baisse des cours des matières premières et un durcissement très prononcé des conditions de financement extérieur (surtout pour les pays qui affichent des déséquilibres extérieurs imposants), la croissance économique des pays émergents et en développement devrait accuser un net ralentissement et tomber à $3\frac{1}{4}$ % en 2009, contre $6\frac{1}{4}$ % en 2008.

Du fait qu'ils sont aujourd'hui dotés de structures économiques plus solides, de nombreux pays émergents disposent d'une plus grande marge de manoeuvre que par le passé pour soutenir la croissance, ce qui les aide à amortir les effets de ce choc extérieur sans précédent. En conséquence, ces pays vont certes subir un ralentissement prononcé de leur activité, mais selon les projections, leurs taux de croissance resteront égaux ou supérieurs aux taux observés lors des ralentissements précédents de l'économie mondiale.

Les pays en développement d'Afrique et des autres régions sont aussi mieux préparés cette fois pour adopter les ripostes nécessaires grâce à une meilleure mise en oeuvre de la politique économique, mais le continent africain est plus vulnérable que la plupart des autres régions en raison de son niveau de pauvreté et de sa dépendance à l'égard des exportations de produits de base.

Quand on analyse la situation présente de nos économies, on voit avec le plus d'acuité, l'importance de la réunion du G20 où se retrouveront les plus grands pays de la Planète représentant 80 % du PIB, pour décider de l'avenir de nos économies respectives.

Les divergences américano-européennes sont exacerbées par les revendications des grands pays en développement du G20 comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui veulent peser davantage sur l'ordre économique mondial.

Les tensions politiques risquent de s'accroître avec la crise financière qui perdure. Les dégâts qu'elle occasionne sur les populations pourraient engendrer souffrance, frustration, et révolte.

Le G20 doit interdire les paradis fiscaux, réguler et refonder le système financier international, démanteler les hedge funds, et nationaliser les banques.

Cela risque de demeurer un vœu pieux, car il paraît peu probable que lors ce G20 sortent des solutions concrètes pour sortir de la crise et pourtant il est de plus en plus indispensable de mettre en place en une nouvelle Gouvernance à l'échelle mondiale.

Mais malheureusement, il est à craindre que les grandes puissances n'aient pas forcément les mêmes intérêts à défendre ce jour là.

Néanmoins Le FMI pourrait voir ses moyens financiers augmentés à la sortie de ce G20, pour venir en aide aux pays en difficultés.

Les USA exhortent le G20 à soutenir massivement. Lawrence Summers, Conseiller Economique a déclaré « la conjoncture actuelle exige une action extraordinaire des Pouvoirs Publics en ces temps de crise ».

Les Européens voudraient que lors de ce G20 soit abordée la réforme d'une régulation de la finance mondiale, qui ne paraît pas être pour les Etats Unis une priorité.

La France a privilégié une relance par l'investissement, et non pas une relance par la consommation qui aurait stimulée la demande pour relancer la croissance, donc l'activité et la création d'emplois.

Les USA invitent les autres pays à envisager pour 2010 de nouveaux plans de relance , en suggérant que les gouvernements y consacrent 2% de leur PIB mais ne parlent en aucun cas de régulation car pour eux la loi du marché reste essentielle.

Les Etats Unis rejoignent le FMI qui demande également que les Etats prévoient de nouveaux plans de relance plus ambitieux pour endiguer la crise.

Le FMI est donc actuellement plus proche des Etats-Unis que de l'Europe quant à l'analyse de la crise et des remèdes qu'il convient d'y apporter. Pour le FMI, les plans de relances européens ne sont pas à la mesure des dangers encourus sur le plan économique et social.

Dans ce contexte incendiaire, on pourrait résumer la situation en disant que les Américains et les Anglais sont des pompiers, ils voudraient éteindre le feu par tous les moyens.

La France et certains pays européens eux préféreraient s'en prendre aux pyromanes.

Les deux positions ne sont pas incompatibles mais l'une a des visions à court terme et l'autre à plus ou moins long terme.

En tout état de cause, il faudra bien mettre un terme aux

désordres monétaires, car si nos dirigeants ne prennent pas les mesures qui s'imposent, ils feront courir un grand risque à l'humanité toute entière.

La dégradation de l'économie et l'instabilité financière doivent être stoppées le plus vite possible, si l'on veut éviter que le système capitaliste nous conduise à une troisième guerre mondiale.

Fabrice Letailleur